

## L'ÉCONOMIE PRIME-T-ELLE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE?

Nous savons tous que notre société est entrée dans une zone de turbulences où l'économie est devenue l'outil du profit. Elle se développe vers la mondialisation au détriment d'une économie de proximité.

Elle oublie sa raison d'être, son histoire et les personnes qui ont lutté pour la modeler à une échelle humaine et respectueuse de l'environnement.

La personne ne peut être réduite au seul service de l'économie. Cette dernière avait pour mission de transformer le monde au meilleur coût possible, en dépensant le minimum, tout en respectant les aspirations humaines et leurs besoins.

Nous constatons depuis de nombreuses années des dysfonctionnements graves là où l'instabilité de l'emploi et le chômage ont apporté la misère sociale. Continuellement, les Droits de la personne sont bafoués au détriment du profit. Combien de fois avons-nous été mis devant le fait accompli par nos autorités, malgré nos luttes continues? Par exemple, l'extinction du Peuple tibétain au profit de marchés juteux à préserver ou à conquérir. Le Village Alternatif voudrait modestement contribuer à trouver des moyens et des stratégies pour atteindre une économie solidaire et humaine de proximité, basée sur les principes de partage des richesses et de développement durable.

Dans ce contexte, nous voulons inviter le public à partager les réflexions faites sur le podium de la place centrale du Village durant les cinq jours du Salon, où une vingtaine de débats auront lieu.

Chaque jour un mot-clef suscitera le débat: l'éducation, l'éthique, les droits, la société et la solidarité.

### • Mercredi 3 mai «L'ÉDUCATION À L'ÉCONOMIE»

16h30-17h30

#### «Qu'est-ce que la socio-économie?»

Notre société est entrée dans des zones de turbulences et nous sommes obligés de constater que l'économie renforce sa dimension matérialiste au détriment du social. Pour permettre à la société civile d'appréhender les problèmes dans toute leur complexité, ne serait-il pas judicieux de lui donner les moyens de comprendre la finalité de l'économie et ainsi les instruments lui facilitant des prises de décision en toute connaissance de cause? À l'école, à l'Université, l'économie est-elle enseignée en tenant compte d'une éthique ou du marché? Qu'est-ce que l'économie?

17h45-19h00

#### «L'économie a-t-elle un rôle social?»

Dans nos sociétés toutes sortes d'indices démontrent clairement que l'intégration par le travail n'est pas possible car les besoins de l'économie marchande et des individus sont souvent incompatibles. On travaille pour une économie de production, sans réfléchir aux conséquences. Comment sortir de cette spirale? Comment faire pour que l'économie devienne humaine et reprenne sa place dans la société?

### • Jeudi 4 mai «ÉTHIQUE ET ÉCONOMIE»

16h15-17h30

#### «Quelle est la nouvelle éthique de l'économie?»

Une éthique sociale désigne le principe d'une théorie et la pratique de l'existence responsable de l'homme en relation avec les autres et avec l'environnement. Elle passe par la médiation

des institutions sociales. Quels sont les critères qui doivent structurer ces institutions afin que l'individu et le monde qui l'entoure priment? Comment et qui définit ces règles fondamentales?

17h45-19h00

#### «Une économie pour la répartition des richesses?»

La société continue à se développer à deux vitesses, une pour les riches, qui accumule profits et capitaux et une pour les pauvres, qui ne fait qu'accroître leur misère. Le clivage Sud-Nord reste malheureusement toujours d'actualité et la plus grande partie des habitants de la planète meurt de malnutrition. Est-il possible de baser une économie sur le partage des richesses ou est-ce une utopie? Les pauvres ne sont-ils pas finalement là pour entretenir les riches?

### • Vendredi 5 mai «DROITS DE LA PERSONNE ET ÉCONOMIE»

16h00-17h00

#### «Pourquoi la Chine veut-elle adhérer à l'OMC?»

Alors que la Chine frappe à la porte de l'OMC, il est important de comprendre les intérêts économiques qui poussent des pays totalitaires, non démocratiques et qui ne respectent pas les Droits de la personne à vouloir participer à un tel organisme international de commerce. Comment est-il possible que l'entrée de ces pays ne soit pas soumise à l'application d'un minimum de règles qui respectent la personne humaine, son environnement et son développement? Comment est-il possible que leur participation soit uniquement assujettie aux intérêts économiques dominés par les investisseurs sans scrupules? Quels sont les

liens financiers établis avec nos autorités pour que ces pays puissent bénéficier d'appuis politiques?

17h15-18h15

**«La politique Suisse respecte-t-elle les Droits de la personne?»**

Nous constatons que la politique étrangère de la Suisse reste malheureusement discutable en matière des Droits de la personne. Le même discours prévaut toujours: «Il vaut mieux rencontrer les responsables politiques même s'ils violent les Droits de la personne car on peut leur dire de vive voix nos opinions.» Cette constatation de la politique fédérale n'est-elle pas un paravent qui cache la mise en place de marchés entre ces pays et les responsables économiques suisses?

18h30-19h30

**«L'économie prime-t-elle sur les Droits de la personne?»**

Face aux puissants de ce monde, la société civile est confrontée à la main mise des multinationales sur l'économie dominante. Le monde malgré ses ressources, ses richesses matérielles et humaines, est de plus en plus fréquemment confronté à des crises, à la fois économiques, sociales et écologiques. Pourquoi n'est-il pas possible de travailler principalement avec les pays qui respectent les Droits de la personne? Pourquoi n'est-il pas possible d'imposer des principes économiques internationaux respectueux de la Déclaration des Droits de l'Homme?

19h45-20h45

**«Economie Internationale et paradis fiscaux»**

Avec une boîte aux lettres et un avocat une société peut être créée dans un paradis fiscal. Ces opérations douteuses sont faites hors de tout contrôle. Les banques offshore abritent l'argent noir de ces actions illégales, par

exemple: trafic d'armes, contrebande, drogues, mafias. Dans certains paradis fiscaux, on peut compter une banque pour 48 habitants. Il semble que la moitié des liquidités mondiales transite ou réside aujourd'hui dans ces paradis fiscaux. La Suisse est-elle un paradis fiscal? Pour les économistes libéraux, cet état n'a rien d'étonnant car pour exister dans cette course mondiale, il faut être compétitif. Que faire contre ces réseaux et pourquoi les pays ne les combattent-ils que timidement? Pourquoi une taxe sur les gains en capitaux est-elle nécessaire?

• Samedi 6 mai

**«SOCIÉTÉ ET ÉCONOMIE»**

13h00-14h00

**«Existe-t-il une économie pour réaliser un développement durable?»**

Comment faut-il faire pour associer une meilleure gestion de l'environnement aux politiques de développement et ainsi appliquer des principes socialement et écologiquement équitables et durables? Pourquoi s'opposer à l'uniformisation et à la «mal bouffe»? Est-il possible de mettre en place une agriculture respectueuse de l'environnement et des consommateurs? Quels sont les signes avant-coureurs de catastrophes naturelles venant de ce mal-développement?

14h15-15h15

**«Quelles résistances citoyennes face aux structures économiques mondiales»**

La montée en force des résistances citoyennes de ces dernières années montre clairement une volonté de s'opposer aux structures économiques internationales qui veulent modeler le monde sans tenir compte de tous les acteurs. Les pays pauvres ne peuvent y participer et la population des pays

riches bien souvent n'est pas informée sur la teneur et les conséquences de ces accords. L'échec de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) de 1998 est certes une victoire, mais que faire face à l'OMC, au FMI, à la Banque Mondiale? Les luttes de la société civile ont-elles un sens? Les monopoles mondiaux peuvent-ils réduire la concurrence entre eux et dicter leurs conditions aux Etats en utilisant le chantage à la délocalisation et les sanctions des marchés financiers?

15h30-16h30

**«L'esclavage économique: existe-t-il?»**

Malheureusement, dans notre société, l'esclavage a muté et a pris d'autres formes de servitude. Partant de cette base et des travaux récents concernant les développements prévisibles de la population mondiale, de la productivité du travail et de l'évolution de l'emploi n'est-il pas nécessaire, au sein des organismes internationaux, de s'organiser afin de mieux se prémunir de ce genre d'exploitation? Quelle est la valeur du travail? Y a-t-il des *working poors*?

16h45-17h45

**«Quel est le rôle de la famille dans l'économie?»**

Dans notre société, la famille participe aux processus de production et de consommation. Son poids est énorme mais pas forcément reconnu à sa juste valeur. Trop souvent la famille est victime de l'économie car un salaire ne suffit plus à la faire vivre décemment. Que faire face à l'augmentation des divorces? L'exploitation des femmes et des enfants est une pratique courante. La mondialisation qui veut privatiser tous les secteurs de l'économie, permettra-t-elle de concilier travail et famille?

18h00-19h00

## «La Maison des Associations et ses enjeux socio-politiques»

La mise en place de la Maison des associations a été l'enjeu d'une longue lutte politique.

Comment ce projet s'est-il créé? Comment a-t-il été perçu par le monde politique? Quel a été le poids économique et politique qui a permis cette réalisation? Pourquoi la Fondation pour l'expression associative a-t-elle revendiqué le droit d'être indépendante des collectivités publiques et politiques? Quels sont ses enjeux immédiats et futurs? Comment ce projet unique en Suisse s'est-il réalisé? Est-ce un projet éducatif, et pour qui? Y a-t-il d'autres exemples de projets de ce genre?

• **Dimanche 7 mai**

## «SOLIDARITE ET ECONOMIE»

13h00-14h00

### «Quels sont les buts d'une économie solidaire?»

Des centaines de bénévoles et salariés sont impliqués dans des services solidaires en parallèle avec une recrudescence de projets de développement communautaires. Des études montrent très clairement que ces activités font vivre et aident plus de la moitié de la population. Économiquement, elles ne sont pas encore entièrement reconnues, mais elles deviennent essentielles face aux coupures de budgets imposées par les autorités. Quelle est l'importance du secteur informel ou d'économie domestique? Comment construire de nouveaux rapports entre l'économie et le social en tenant compte des critères d'une société salariale?

14h15-15h15

### «L'économie peut-elle être à l'échelle humaine?»

Dans notre société, l'individu est un citoyen à part entière. Dans ce sens, il doit participer aux votations et décisions proposées par les autorités. Ces dernières veulent-elles lui donner réellement les moyens de compréhension pour pouvoir décider en connaissance de cause? Pourquoi lors d'importantes votations sur les questions financières de l'Etat, l'abstentionnisme est-il aussi important? La population comprend-elle la nécessité de payer ces impôts? Comprend-t-elle les enjeux économiques de la société?

15h30-16h30

### «Quelle est l'importance des ONG dans l'économie?»

En se concentrant sur un aspect sociopolitique, que se soit en soutenant un peuple ou des personnes opprimées, en œuvrant pour le désarmement, ou en faisant la promotion du développement durable, les associations et les ONG propulsent les valeurs et les préoccupations de leurs membres sur la scène publique. Quels sont les moyens à leur disposition pour réaliser ce travail? En représentant des communautés d'intérêt, remplissent-elles une fonction parallèle à celle des partis politiques? Sont-elles des quémandeuses de subventions? Garantissent-elles le maintien de la communication entre les demandes et les préoccupations de la société civile d'une part, et les autorités publiques d'autre part?

16h45-17h45

### «Allons-nous vers une nouvelle économie?»

Nous constatons que, pour certains hommes d'affaires, la Suisse n'est pas encore sortie du marasme économique caractéristique de ces dernières années. Que sa résistance aux changements est aussi dangereuse que l'inaction qui la caractérise. Partant de cette constatation, ne sommes-nous pas en train de manquer le virage d'un changement dans la base même de notre économie? Quels ingrédients de base vont être nécessaires: une utilisation largement répandue des technologies de l'information, une forte innovation, une fiscalité favorable aux créateurs d'entreprises, une libéralisation et l'ouverture des marchés?

Peut-on espérer que cette nouvelle économie réconciliera le travail et la vie privée? Que cette économie sera ouverte à toutes et à tous? Qu'un salaire décent sera versé à toutes et à tous?

18h00-19h00

## FÊTE DU VILLAGE ALTERNATIF